Clotilde Eudier et Sébastien Windsor à Bruxelles pour défendre les priorités agricoles normandes



Thematique

Type d'actualité
En direct de Bruxelles

Alors que se prépare la future Politique agricole commune (PAC) 2028-2034, la Normandie fait entendre sa voix à Bruxelles. Du 18 au 20 novembre, Clotilde Eudier, vice-présidente de la Région Normandie en charge de l'Agriculture et des Ressources marines, et Sébastien Windsor, président de la Chambre d'agriculture de Normandie, se sont rendus à Bruxelles pour présenter aux institutions européennes les propositions normandes, réunies dans un livre blanc. L'objectif : défendre une PAC qui tienne compte des besoins et des réalités des territoires.

La Politique agricole commune est l'un des principaux leviers de l'Union européenne pour soutenir son agriculture. Elle détermine notamment les aides versées aux agriculteurs et finance des projets en faveur du développement des exploitations et des territoires ruraux. Les choix qui seront faits pour la période 2028-2034 auront donc des conséquences directes pour l'agriculture normande. C'est dans ce contexte que la Région a souhaité porter ses propositions auprès des décideurs européens, alors que les négociations européennes sur la prochaine PAC sont en cours.

Le livre blanc normand : des propositions pour l'avenir de la PAC

Au cœur de ce déplacement : le livre blanc normand consacré à l'avenir de la PAC 2028-2034. Élaboré conjointement par la Région et la Chambre d'agriculture de Normandie, ce document rassemble des propositions nourries par l'expérience de la Région Normandie dans la gestion des fonds européens dédiés au développement rural (FEADER). Validé par l'Assemblée plénière du Conseil régional en juin 2026, il identifie plusieurs priorités pour répondre aux grands défis auxquels fait face l’agriculture européenne :

- **Faciliter le renouvellement des générations** : élargir jusqu'à 50 ans le soutien à l'installation et systématiser le repérage et l'accompagnement des cédants pour anticiper les transmissions d'exploitations ;
- **Accompagner l'adaptation au changement climatique :** mettre en place un contrat d'évolution agri-climatique pour encourager les modèles résilients, la diversification dans les exploitations et l'émergence de nouvelles filières ;
- **Meilleur soutien pour l'élevage :** créer un dispositif d'accompagnement dédié à l'élevage et prévoir dans la prochaine PAC un soutien spécifique pour les systèmes de polyculture-élevage, qui contribuent à la résilience des exploitations ;
- **Soutenir la compétitivité et les filières :** sécuriser un plan pluriannuel d'investissement stable sur 7 ans, réintégrer le soutien à l'agroalimentaire au sein des outils européens (dont la PAC), et préserver la vitalité des zones rurales via le maintien du dispositif LEADER et de son budget.

Au-delà de ces mesures, la Normandie défend un budget européen dédié à la PAC, indépendant et stable sur sept ans et au moins équivalent aux enveloppes précédentes ainsi que la poursuite d'une gestion à l'échelle régionale des mesures structurelles dans les futurs plans stratégiques nationaux et régionaux (PPNR).

Des échanges avec les principaux acteurs européens

À Bruxelles, Clotilde Eudier et Sébastien Windsor ont présenté ces propositions à plusieurs interlocuteurs issus des 3 institutions impliquées dans la préparation de la future PAC. Ils ont notamment échangé avec des représentants de la direction générale de l'Agriculture et du Développement rural (DG AGRI) et de la taskforce chargée de la réforme et des investissements (SG REFORM) de la Commission européenne. Des rencontres ont également eu lieu au Parlement européen, avec les eurodéputés français Jérémy Decerle et Éric Sargiacomo. La délégation a également échangé avec le délégué aux affaires agricoles de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.

Enfin, des échanges avec les responsables du COPA-COGECA, principale organisation représentant les syndicats agricoles et les coopératives agricoles à l'échelle européenne, ont permis de partager les préoccupations et les attentes du monde agricole.